

Féministes et en colère, nous ne tolérons ni les agresseurs, ni leurs soutiens

28 juillet 2020



Les mobilisations des féministes contre les nominations, aussi bien au gouvernement qu'à la mairie de Paris, sont le signe d'un dynamisme que le "pouvoir", quel que soit sa couleur politique, n'a pas compris. Et pourtant, le message donné depuis la vague #MeToo est clair : par la libération de la parole des femmes, il n'est plus question de tolérer ni les propos et agissements sexistes, ni les auteurs d'agressions sexistes et sexuelles et leurs complices. Tous ceux qui ont encore du mal à comprendre la notion de "consentement libre" (sans entrave, sans pression...) pour tout rapport sexuel devront répondre de leurs actes, et d'autant plus s'ils sont ministres, ou élus.

Il en va ainsi pour le ministre de l'Intérieur, dont on ne devrait pas être "choqué-e" qu'il ait demandé des faveurs sexuelles à des femmes qui sollicitaient son aide en tant qu'élu. Condamné ou pas par le droit français, c'est intolérable ! Droit français qui ne reconnaît pas le consentement "libre" (sans pression ni contrepartie), notion que la France n'a pas jugé bon de transcrire du traité d'Istanbul, traité international contre les violences sexistes et sexuelles qu'elle a pourtant signé. On ne devrait même pas être choqué-e qu'il soit nommé "1er flic de France" alors qu'une enquête de police (donc ses subordonné-es) est instruite à son égard... Que le président de la République ait pu imaginer un seul instant que cela ne posait aucun problème, le tout appuyé par une "discussion d'homme à homme", est le signe qu'il ne fait pas cas des mécanismes de cette violence machiste, et que son "quinquennat contre les violences envers les femmes"

n'est que de la communication...

Il en va ainsi, aussi, lorsque deux militantes féministes, Alice Coffin et Raphaëlle Rémy Leleu subissent des attaques lesbophobes et sexistes d'une violence inouïe. Élues écologistes à la mairie de Paris, elles sont à l'initiative d'un rassemblement pour protester contre la nomination de Christophe Girard qui a protégé en son temps Matzneff, l'écrivain accusé de pédocriminalité et de viols sur mineur.es. Lors du conseil municipal du 24/07, le préfet Lallement (personnage malheureusement bien connu des militant-es qui osent s'exprimer) a apporté son soutien à Christophe Girard qui vient de démissionner et la salle l'a ovationné. Alice Coffin réagit aussitôt en criant « la honte, la honte, la honte ». Et parce qu'elle est lesbienne, elle est victime d'un torrent d'injures et de menaces de mort.

Notre soutien va à toutes ces femmes, dont le courage à s'insurger est un point d'appui indispensable aux combats féministes. Notre soutien va également à toutes celles et ceux qui sont attaqués-es et injuriés-es parce que LGBTI+. Les lgbtiphobies ne sont pas une opinion, c'est un délit puni par la loi.

Le pouvoir politique, de droite comme de gauche, doit définitivement intégrer que le viol, la pédocriminalité sont des crimes et que nommer, à des postes importants, un homme soupçonné pour viols, un autre qui a protégé un pédocriminel notoire, renforce l'impunité des agresseurs et envoie aux victimes des prédateurs un message catastrophique. Les crimes sexuels sont souvent classés, ceux qui les commettent sont peu jugés. #MeToo et les manifestations massives des féministes sont là justement pour rappeler à la société que les violences machistes doivent cesser et que les féministes et leurs alliés.es ne se tairont pas. Les luttes sociales impliquent un rapport de force parce que nous voulons vivre en sécurité dans tous les espaces, publics et privés.

Le patriarcat est un système intolérable qui doit cesser

Violences sexistes et sexuelles, ça suffit !

Doublement exploitées, doublement Solidaires

Paris, le 28 juillet 2020

- Emplacement : PRESSE > Communiqués >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/Feministes-et-en-colere-nous-ne-tolerons-ni-les-agresseurs-ni-leurs-soutiens>